

PAS DE HAUSSE DU PRIX DE L'EAU EN 2007 !



Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN *d'Algérie*

Edition Du 1 /02 /2007

QUE D'EAU, QUE D'EAU !

LE TEST

Les lignes rouges maintes fois évoquées par la presse ont donc été largement dépassées et quoiqu'on dise, un ministre en exercice qui se présente à la barre pour avouer qu'il « n'a pas été très intelligent » et qu'il a pris à la légère toutes les malversations commises au grand jour par cette entreprise personnelle à l'ascension fulgurante, voilà qui est inédit dans les annales de la justice algérienne. Quand le préposé à la gestion du Trésor public dit ne pas être au courant des opérations de dépôt des entreprises publiques, l'on s'achemine sûrement vers un procès de ce système où les deniers publics sont gérés à vau-l'eau, avec une grave irresponsabilité. Ceci pour signifier que le procès de Blida ne concerne pas uniquement les lampistes, cette partie visible de l'iceberg et les révélations de deux hauts commis de l'Etat confortent de plus en plus l'idée de situer les véritables responsabilités quelles qu'en soient les hiérarchies. Bien sûr, il reste que le prétoire n'a pas encore vu défiler ces grands absents que sont cheb Mami que l'on dit récipiendaire de la bagatelle de dix huit milliards de centimes pour acheter une villa mauresque, qu'il n'habite même pas ainsi que quelques autres personnalités dont la vox populi susurre les noms comme un secret de

Polichinelle. N'empêche! A mesure que l'on avance dans la dissection de cette escroquerie qualifiée du siècle, les langues commencent à se délier et l'opinion découvre médusée comment des sommes fabuleuses changeaient de main sur simple coup de fil ou la présentation d'une carte de visite faisant office de sésame pour ressortir de la banque avec un demi-milliard en poche. Ainsi, pour corroborer une approche historique, le jeune truand que certains écrits s'appliquent à présenter comme un génie, une sorte d'Arsène Lupin plein de ressources, s'est avéré en fin de compte piètre gestionnaire, insatiable, épicurien, amateur de bonne chair et de strass, démesurément mégalo jusqu'à vouloir s'offrir avec l'argent des petits épargnants une success-story à 700 000 dollars couchée sur pellicule hollywoodienne. En réalité, la seule intelligence de cet escroc, c'est non pas son caractère de manager mais son opportunisme et l'opportunité qu'il eut de comprendre un système perméable où un prix est étiqueté sur chaque maillon de la chaîne comme dans un supermarché, la marchandise. Et ses sbires se sont empressés de poinçonner la valeur de chaque commis levant le rideau sur la valeur de chacun : entre un billet d'avion, une carte de thalassothérapie en passant par le recrutement de la petite dernière dans un poste à l'étranger. Voilà pourquoi il est attendu de ce procès qu'il fasse non seulement la lumière sur cette ténébreuse affaire mais aussi qu'il situe clairement les responsabilités: c'est l'occasion idéale de rétablir entre la justice et le citoyen une confiance largement ébréchée.

L'ENTÊTEMENT

Au sujet du mouvement sportif national, il faut se méfier de ces accalmies qui traduisent un immobilisme fatal pour la compétition nationale tous paliers confondus. Voilà pourquoi le branle-bas de combat, le bras de fer entre le ministère de la Jeunesse et des Sports et les instances relevant de sa gérance,

largement rapporté par la presse avec, en sus, quelques imprudentes prises de position, ne font que confirmer la campagne d'assainissement engagée par le premier responsable du secteur. Le ministre est conforté dans sa volonté de nettoyer un domaine sujet à trop de malversations, un no man's land où une poignée de big boss du football fait la pluie et le beau temps: le procès El Khalifa a mis à nu l'immense gabegie qui règne sur les stades et dans le monde sportif où des personnalités ont été approchées par le staff du sacripant moyennant de grosses enveloppes. Bien sûr, la méthode initiée par la tutelle que d'aucuns qualifient de chantage dans la mesure où l'octroi de subventions est conditionné à la mise en conformité aux textes édictés, sanctionne pour l'heure les petits championnats de l'arrière-pays où de nombreux clubs n'ont même pas la somme requise pour effectuer un déplacement. Mais cette obstination à vouloir fermer les portes du dialogue constitue surtout une immense perte de temps pour une pratique sportive déjà très en retard. La sagesse exige que l'on dépasse l'étroitesse d'un article pour poser la problématique dans son ensemble: des techniciens étrangers payés à prix d'or, un mercato qui ressemble à un marché aux bestiaux où l'on tâte l'étalon dont le transfert se négocie à coups de centaines de milliers d'euros, les petites catégories pépinières par excellence menacées de disparition, l'absence totale de formation, des rencontres qui se négocient la veille dans des hôtels et cette satanée violence qui resurgit chaque week-end avec à la clé la mise sous mandat de dépôt de groupuscules d'adolescents... N'oublions pas que les exploits de jadis ont surtout été le fruit d'une réforme sportive qui a intégré tous les sans grade, ces illustres inconnus des contrées les plus lointaines qui ont hissé l'emblème national sur tous les podiums du monde: le seul entraîneur étranger d'alors était un certain Ivgueni Rogov secondant un certain Saâdane et un certain Khalef.

POST-SCRIPTUM I

Peut-on commémorer le triste anniversaire d'un attentat sanglant qui a coûté la vie d'une centaine de personnes au boulevard Amirouche et donner la parole à celui qui le revendiqua, réfugié en Amérique et qui ne s'est nullement gêné de surenchérir en s'introduisant frauduleusement dans la Charte pour la paix et la réconciliation nationale? A un certain moment, il fut même question de l'accueillir en tant qu'interlocuteur.

Pourquoi faire ? Pour cracher sur la tombe de ses victimes ?

POST-SCRIPTUM II

Après l'or noir, voici venir le temps de l'or bleu et on nous dit que la prochaine batailleplanétaire sera hydrique. Au passage la récente agression du Liban avait aussi des causes et des motivations hydriques, le pays du Cèdre étant pourvu de généreuses nappes aquifères. Alors, selon les prévisions pessimistes des spécialistes nous acheminons-nous vers le baril d'eau et son cours sur le marché boursier international ? Il reste que chez nous, si d'une part on refuse de céder à l'alarmisme, de l'autre, la gestion de cette ressource vitale est faite à vau-l'eau et les nombreuses coupures incitent les ménages à stocker beaucoup d'eau qu'ils jettent dès que les vannes sont ouvertes. Sans parler du manque de barrages d'où la grande déperdition dans la nature. En fait, la gestion de l'eau est plus une affaire de communication que de disponibilité.

en somme, un canal d'expression qui coulerait de source et qui manque cruellement: dans les journaux on avise des coupures trois jours après...

POST-SCRIPTUM III

L'ambassade de Tunisie a donc démenti que ses frontières soient fermées aux Algériens de moins de trente ans et porte cette information sur le compte des fantasmes de journalistes en mal de scoops. Comme dirait l'autre « le manque de preuves d'un complot, c'est déjà une preuve du complot » et que ce soient nos voisins de l'est ou de l'ouest, on s'est toujours empressé de désigner les Algériens derrière chaque attentat terroriste malgré la preuve établie qu'il s'agit bien de leurs sujets. C'est vrai qu'il entre plus d'un million de touristes algériens par an en Tunisie dont la plupart à moins de trente ans. Alors, que faire si le pays frère persiste à les humilier à ses frontières ? Lui couper l'eau, pardi!

H. A.B.

